

SANSO MEGATRENDS

Fonds commun de placement de droit français

En application du règlement (UE) n° 2016/679 du 27 avril 2016 et de la loi n° 7817 du 6 janvier 1978, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition ou de limitation du traitement des données personnelles les concernant. Ce droit peut être exercé par courrier à l'adresse suivante : AMF Délégué à la protection des données - 17 place de la Bourse, 75002 Paris ; et via le formulaire « données personnelles » accessible sur le site internet de l'AMF. Vous pouvez également introduire une réclamation au sujet du traitement de vos données auprès de la CNIL

Document mis à jour le 13/07/2023

SANSO MEGATRENDS

OPCVM relevant de la directive 2009/65/CE

1 CARACTERISTIQUES GENERALES

1.1 **FORME DE L'OPCM** : Fonds commun de placement (FCP)

1.2 **DENOMINATION** : SANSO MEGATRENDS

1.3 **FORME JURIDIQUE ET ETAT MEMBRE DANS LEQUEL L'OPCVM A ETE CONSTITUE** :
Fonds Commun de Placement, soumis à la réglementation de la République Française

1.4 **DATE DE CREATION ET DUREE D'EXISTENCE PREVUE** :
Le FCP a été créé le 16/04/2014 pour une durée de 99 ans (agrément AMF du 28/02/2014)

1.5 SYNTHESE DE L'OFFRE DE GESTION :

Part	Code Isin	Affectation des sommes distribuables	Devises de libellé	Souscripteurs concernés	Fractionnement des parts	Montant minimum des souscriptions
I EUR	FR0011759356	Capitalisation	Euro	Tous	Néant	Souscription initiale : 100.000 euros(*) Souscription ultérieure : Néant
R EUR	FR0011759364	Capitalisation	Euro	Tous	Oui, décimalisation au millième	Souscription initiale : 1 part Souscription ultérieure : 1 part
J EUR	FR0012936649	Capitalisation	Euro	Réservée aux fonds nourriciers gérés par la Société de Gestion	Oui, décimalisation au millième	Souscription initiale : 500.000 euros(*) Souscription ultérieure : Néant

(*) A l'exception de la société de Gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part

1.6 LIEU OU L'ON PEUT SE PROCURER LE DERNIER RAPPORT ANNUEL ET LE DERNIER ETAT PERIODIQUE :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

SANSO Investment Solutions
69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France
contact@sanso-is.com

Le prospectus est disponible sur le site www.sanso-is.com

Le site de l'AMF (www.amf-France.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

2 ACTEURS

2.1 SOCIETE DE GESTION DE PORTEFEUILLE :

SANSO Investment Solutions SAS

69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris - France

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers le 19 octobre 2011 sous le numéro GP-11000033

2.2 DEPOSITAIRE ET CONSERVATEUR :

Caceis Bank, Société anonyme à conseil d'administration, Etablissement de crédit agréé par le CECEI le 09/05/2005,

Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge

Les fonctions du dépositaire recouvrent les missions, telles que définies par la Règlementation applicable, de la garde des actifs, de contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion et de suivi des flux de liquidités des OPC. Le dépositaire est indépendant de la société de gestion.

La description des fonctions de garde déléguées, la liste des délégataires et sous délégataires de Caceis Bank et l'information relative aux conflits d'intérêt susceptibles de résulter de ces délégations sont disponibles sur le site de CACEIS : www.caceis.com.

Des informations actualisées sont mises à disposition des investisseurs sur demande

2.3 PRIME BROKER : Néant

2.4 COMMISSAIRE AUX COMPTES:

DELOITTE et Associés

6 place de la pyramide, 92908 Paris-La-Défense

Représenté par Madame Virginie Gaitte

2.5 COMMERCIALISATEUR :

Sanso Investment Solutions, Société par Actions Simplifiée, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris

La liste des commercialisateurs peut ne pas être exhaustive dans la mesure où, notamment, l'OPCVM est admis à la circulation en Euroclear. Ainsi, certains commercialisateurs peuvent ne pas être mandatés ou connus de la société de gestion.

2.6 DELEGATAIRE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE ET COMPTABLE :

CACEIS Fund Administration, Société anonyme, Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge, spécialisée dans la gestion administrative et comptable des OPC.

CACEIS Fund Administration est l'entité du groupe CREDIT AGRICOLE spécialisée sur les fonctions de gestion administrative et comptable des OPC pour une clientèle interne et externe au groupe.

A ce titre, CACEIS Fund Administration a été désignée par la Société de Gestion, en qualité de gestionnaire comptable par délégation pour la valorisation et l'administration comptable du Fonds. CACEIS Fund Administration a en charge la valorisation des actifs, l'établissement de la valeur liquidative du Fonds et des documents périodiques.

2.7 CONSEILLERS EN INVESTISSEMENT FINANCIER : Néant

2.8 CENTRALISATEUR DES ORDRES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT PAR DELEGATION DE LA SOCIETE DE GESTION :

Caceis Bank, Société anonyme à conseil d'administration, Etablissement de crédit agréé par le CECEI, Siège social : 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge

Par délégation de la Société de Gestion, CACEIS Bank est investi de la mission de gestion du passif du Fonds et à ce titre assure la centralisation et le traitement des ordres de souscription et de rachat des parts du FCP. Ainsi, en sa qualité de teneur de compte émetteur, CACEIS Bank gère la relation avec Euroclear France pour toutes les opérations nécessitant l'intervention de cet organisme.

3. MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

3.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

3.1.1 CARACTERISTIQUES DES PARTS OU ACTIONS :

CODE ISIN : Part I : FR0011759356 - Valeur liquidative d'origine : 1 000 euros
Part R : FR0011759364 - Valeur liquidative d'origine : 100 euros
Part J : FR0012936649 - Valeur liquidative d'origine : 10 000 euros

NATURE DU DROIT ATTACHE A CHAQUE PART :

L'investisseur dispose d'un droit de propriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

MODALITES DE TENUE DU PASSIF :

La tenue du passif est assurée par CACEIS BANK.
L'administration des parts est effectuée en Euroclear France.

FORME DES PARTS :

Au porteur. L'OPCVM est admis en Euroclear France.

DROIT DE VOTE :

Aucun droit de vote n'est attaché aux parts du fonds, les décisions étant prises par la société de gestion.

DECIMALISATION :

Néant pour la part I
Décimalisation pour la part R, au millième
Décimalisation pour la part J, au millième

3.1.2 DATE DE CLOTURE :

L'exercice comptable est clos le jour de la dernière valeur liquidative du mois de décembre (premier exercice : dernier jour de Bourse de Paris du mois de décembre 2014).

3.1.3 INDICATIONS SUR LE REGIME FISCAL :

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés.
Selon le principe de transparence, les produits encaissés par le FCP sont imposés entre les mains des porteurs résidents lorsqu'ils sont effectivement distribués et les plus-values réalisées par le FCP sont normalement taxables à l'occasion du rachat des parts par les porteurs.

3.2 DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.2.1 Code ISIN : Part I : FR0011759356
Part R : FR0011759364
Part J : FR0012936649

3.2.2 CLASSIFICATION : Actions internationales

3.2.3 OPCVM d'OPC : Jusqu'à 100% de l'actif net du fonds

3.2.4 OBJECTIF DE GESTION :

La gestion a pour objectif de surperformer, sur un horizon minimum de cinq ans, l'indice MSCI World Index en Euro, dividendes réinvestis. L'objectif sera réalisé en investissant sur des fonds spécialisés sur des thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme présentant des perspectives de croissance élevées à long-terme et sur des actions de sociétés exposées à ces mêmes thématiques. Ces thématiques découlent de tendances affectant durablement la société et l'économie, tendances désignées sous le vocable « Megatrends ».

L'indicateur sert de référence a posteriori.

3.2.5 INDICATEUR DE REFERENCE :

L'indice de référence est le MSCI World Index en Euro, dividendes réinvestis, évalué sur les cours de clôture.

L'indice MSCI World Index Euro est disponible sur le site www.msci.com. Cet indice, publié par Morgan Stanley Capital International, est représentatif des plus grosses capitalisations boursières de 24 marchés développés dans le monde. L'indice est calculé en pondérant chaque valeur par sa capitalisation boursière (en ne prenant en compte que son flottant). Il est exprimé en euros et les dividendes sont réinvestis. Le code Bloomberg est MSDEWIN.

Il faut cependant noter que la gestion du FCP n'étant pas indicielle, la performance du FCP pourra, le cas échéant, s'écarter sensiblement de cet indicateur de référence.

3.2.6 STRATEGIE D'INVESTISSEMENT :

La société de gestion a classé le fonds en tant que produit financier soumis à l'article 9 du règlement SFDR.

Le fonds a pour objectif d'investir dans des activités économiques jugées durables par Sanso IS. En particulier le fonds se concentrera sur les produits ou services contribuant à un des quatre objectifs suivants :

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre
- Préserver les ressources naturelles et la biodiversité
- Répondre aux besoins de base ciblés par les ODD
- Permettre l'émancipation des individus, en particulier des populations défavorisées, notamment en contribuant à sécuriser et améliorer leur niveau de vie.

Pour atteindre cet objectif le fonds sélectionnera des fonds article 9 (au sens du règlement SFDR) ayant une définition de l'investissement durable jugée cohérente avec celle de Sanso IS et des objectifs cohérents avec ceux du fonds.

Le fonds ciblera en particulier les fonds article 9 (au sens du règlement SFDR) investissant exclusivement dans les actions d'entreprises réalisant une part conséquente de leur chiffre d'affaires sur tout ou partie des activités suivantes :

- Energies renouvelables
- Efficacité énergétique
- Eco-mobilité
- Immobilier vert
- Autres produits et services permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Gestion durable de l'eau
- Prévention de la pollution
- Agriculture et exploitation forestière durables
- Autres produits et services permettant de préserver les ressources naturelles et la biodiversité
- Alimentation saine répondant aux besoins nutritifs essentiels
- Santé, en particulier les produits ou services permettant une amélioration de l'accès aux soins, constituant une innovation thérapeutique ou favorisant l'autonomie des seniors
- Autres produits et services répondant aux besoins de base ciblés par les ODD
- Education et formation

- Financement et développement des PME
- Connectivité et protection des données
- Adaptation au changement climatique
- Autres produits et services permettant une amélioration ou une sécurisation du niveau de vie, en particulier des populations défavorisées.

A titre accessoire le fonds pourra investir dans des fonds ciblant les entreprises dont l'activité est conduite en cohérence avec les objectifs internationaux sur le climat et la biodiversité dès lors que ces fonds ont bien été catégorisés en article 9 (au sens du règlement SFDR).

Malgré l'attention portée à la dimension durable dans le processus de sélection de fonds pour assurer une cohérence entre les fonds sélectionnés et un alignement sur les objectifs du fonds, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que des divergences entre les gestionnaires d'actifs sélectionnés peuvent exister notamment sur :

- Le caractère durable des activités d'une entreprise donnée
- L'interprétation des notions de DNSH et de bonne gouvernance
- Les seuils fixés sur les indicateurs d'incidence négatives en termes de durabilité et les données utilisées pour vérifier le respect de ces seuils.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

La société de gestion met en œuvre une gestion discrétionnaire qui s'appuie sur une analyse fondamentale et quantitative.

Le processus de gestion combine deux principaux moteurs de performance, qui sont :

- La sélection et allocation de thématiques d'investissement
- La sélection d'OPCVM

Le fonds est un OPCVM relevant de la directive 2009/65/CE. Il pourra investir dans les limites réglementaires de 100% en parts ou actions d'OPCVM français ou européens relevant de la directive 2009/65/CE. Ces OPCVM pourront, le cas échéant, être gérés par la société de gestion ou par une société liée.

a) Univers d'investissement

Le fonds est principalement investi en OPCVM ou ETF français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE de type "Actions internationales". Le fonds pourra toutefois recourir aux OPCVM ou ETF français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE "Actions des pays de l'Union Européenne", "Actions de pays de la zone euro" et "Actions Françaises". Les OPCVM sélectionnés pourront être investis en petites, moyennes et grandes capitalisations.

L'exposition indirecte du FCP aux différentes devises dépend d'une part de l'exposition aux risques de change des OPCVM sélectionnés et d'autre part des décisions d'allocation géographique du gestionnaire. Elle est gérée de façon discrétionnaire. En pratique, les OPCVM sélectionnés seront principalement libellés en euros mais pourront, en fonction des stratégies mises en œuvre par les gestionnaires, être indirectement exposés à des devises autres que l'euro. Cette exposition pourra donc représenter jusqu'à 100% de l'actif et pourra être couverte en tout ou partie par SANSO Investment Solutions.

Le fonds pourra être investi en actions de sociétés de toutes capitalisations, cotées dans un pays faisant partie des constituants du MSCI World à hauteur maximum de 10% de l'actif net.

b) Sélection d'OPCVM

La sélection tient compte de critères quantitatifs et qualitatifs appréciés par l'équipe de gestion du fond.

Les critères d'analyse sont en partie de nature :

- Quantitative : l'analyse historique des performances et des risques de l'OPCVM.
- Qualitative:
 - la Société de Gestion
 - les moyens humains et techniques affectés à la gestion de l'OPCVM ;
 - le processus de gestion de l'OPCVM ;
 - le reporting et la documentation légale mise à disposition ;
 - les caractéristiques opérationnelles (dépositaire, valorisateur, frais, modalité de souscription/rachat...).

Ces critères ne sont pas équipondérés.

Les critères d'analyse extra-financiers

Le fonds met en œuvre une approche extra-financière significativement engageante telle que définie par la position-recommandation AMF 2020-03.

De ce fait 90% au moins de l'actif net sera investi dans des fonds ou des certificats d'investissement mettant eux-mêmes en œuvre une approche extra-financière significativement engageante.

Cela signifie que ces fonds ou certificat d'investissement appliqueront leur propre démarche extra-financière à 90% au moins de leur actif net et que celle-ci aboutira :

- soit à une réduction de l'univers de départ d'au moins 20% sur la base de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)..
- soit à une amélioration significative de la note ESG du portefeuille vis-à-vis de son univers d'investissement, c'est-à-dire que cette note sera a minima supérieure à celle de l'univers d'investissement duquel ont été retirés les 20% les moins bien notés.
- soit à l'amélioration significative d'une autre indicateur extra-financier par exemple l'empreinte carbone.
- soit à la sélection d'entreprises réalisant un part significative de leur chiffre d'affaires sur des activités considérées comme durable sur le plan environnemental et / ou social.

Les approches de gestion retenues seront principalement centrées sur la sélection d'entreprises réalisant une part significative de leur chiffre d'affaires sur des activités considérées comme durables sur le plan environnemental et / ou social. Ces approches sont généralement décrites comme « thématique durable » ou « d'impact » par les gestionnaires.

Cependant, à titre de diversification, le fonds pourra intervenir sur des fonds ou certificats d'investissement mettant en œuvre d'autres approches, notamment en sélectivité ESG, c'est-à-dire réduisant leur univers d'investissement sur la base de la prise en compte simultanée de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. Ces approches sont généralement décrites par les gestionnaires comme Best in Class ou Best in Universe selon que la sélectivité se fait au niveau sectoriel ou au niveau de l'univers dans son ensemble.

Pour tous les fonds et certificats d'investissement l'analyse financière sera complétée par l'examen des critères extra-financiers qualitatifs suivants lors du processus de sélection :

- les moyens internes et externes dont dispose la société de gestion pour mettre en œuvre sa démarche extra-financière (analystes dédiés, prestataires externes spécialisés etc.)
- la manière dont l'analyse extra-financière impacte la construction de portefeuille (taux de sélectivité, degré d'amélioration recherché etc.)

- le degré de maîtrise des questions extra-financières par l'équipe de gestion,
- la transparence offerte sur la démarche et la performance « extra-financière » du portefeuille.

Cette analyse aboutit à une note visant reflétant l'opinion qualitative de Sanso IS sur la qualité de la démarche extra-financière mise en œuvre. Cette note peut-être AAA, AA, A ou B. Le fonds ne pourra investir dans des stratégies notées B et le poids des stratégies notées A sera limité à 20%.

Le gestionnaire recherche donc des approches extra-financières exigeantes. L'attention des porteurs est cependant attirée sur le fait que :

- le degré d'exigence de ces approches peut varier. Par exemple le minimum de chiffre d'affaires retenu pour les activités durables peut-être différent d'un fonds à l'autre. La définition même de ce qu'est une activité durable peut varier.
- de même des divergences peuvent apparaître sur le plan de l'analyse extra-financière, une entreprise pouvant être considérée comme éligible par certains des gestionnaires sous-jacents et non-éligibles par d'autres.

Enfin la diversité des approches, notamment la combinaison d'approches de sélectivité ESG et d'approches centrée sur les activités durables permet une plus grande diversification sur le plan financier mais réduit la pureté de la stratégie sur le plan extra-financier.

Afin de fournir une information claire aux porteurs le gestionnaire communiquera a minima trimestriellement, via un document disponible sur son site Internet, le pourcentage du fonds investi dans des entreprises ayant des activités durables ainsi que le détail de ces activités, ceci à partir des données fournies par les gestionnaires sur leurs portefeuilles. La répartition du portefeuille entre les différents types de stratégies extra-financières représentées en portefeuille figurera également dans ce document.

c) Sélection d'actions

La sélection des actions est effectuée sur la base de critères de valorisation, de croissance, de rentabilité, de risque, de révision bénéficiaire et de momentum qui permettent à l'équipe de gestion de juger de l'attractivité relative des titres. Chacun de ces critères est mesuré par des métriques adaptées, puis normalisé afin d'être rendu comparable avec les autres. Les titres les plus attractifs sont ensuite favorisés pour l'entrée en portefeuille et simultanément, une discipline de vente est mise en place pour les titres présentant des caractéristiques parmi les plus mauvaises. Dans ce cadre, la gestion reste discrétionnaire et ne peut être considérée comme systématique.

Critères Extra Financiers

Une approche Best in class significativement engageante, telle que définie par la position-recommandation AMF 2020-03 est mise en œuvre par l'équipe de gestion.

La notation ESG de chaque titre est comprise entre 0 et 10 et déterminée selon une logique Best in Class sans biais sectoriel a priori. Cela signifie qu'après avoir été évaluées sur la base d'une analyse de leurs politiques et pratiques ESG les entreprises d'un secteur d'activité donné sont classées de la meilleure à la moins avancée. Plus les politiques et pratiques d'une entreprise sont avancées relativement au reste du secteur plus sa note sera élevée et inversement. Cette méthode permet de comparer les politiques et pratiques ESG d'entreprises confrontées à des problématiques ESG similaires. Aucun jugement n'est porté sur le caractère durable du secteur en lui-même. Les critères retenus et leur pondération varient selon le secteur d'activité. A titre d'illustration la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre pour la dimension environnementale, les droits de l'Homme, la santé ou la sécurité pour la dimension sociale, ou encore la politique de rémunération et l'éthique globale pour la dimension de la gouvernance font partie des critères utilisés.

Un fournisseur de recherche extra financière externe est utilisé pour l'obtention de ces notes qui stockées de façon quotidienne dans nos bases de données. Actuellement, la société de gestion s'appuie sur le fournisseur de recherche ESG MSCI ESG Research. La société de gestion est susceptible de faire évoluer sa méthode de notation ESG et d'enrichir ou de modifier ses fournisseurs de données sans préavis.

Pour être en conformité avec une approche significativement engageante, l'équipe de gestion s'engage à ne sélectionner que des titres faisant partie de notre univers d'investissement duquel ont été extraits, les 20% moins bien notés. Le fonds adopte donc une approche dite « en sélectivité ».

L'univers d'investissement est défini quant à lui par l'ensemble des titres suivis et notés par MSCI ESG Research. Cette liste de titres est enrichie continuellement de valeurs pour lesquelles l'équipe de gestion pourrait avoir un intérêt. Certains titres de l'univers d'investissement peuvent donc ne pas disposer de note ESG. Cependant, l'équipe de gestion s'assure que plus de 90% des titres sélectionnés en portefeuille sont effectivement notés.

En complément de cette analyse ESG le fonds respectera la politique d'exclusion de Sanso IS qui écarte les armes controversées, le secteur du tabac, les sociétés impliquées à hauteur de plus de 30% dans des activités liées au charbon thermique et n'étant pas dotées d'une politique de transition et les entreprises impliquées dans des controverses graves et répétées relatives au Pacte Mondial des Nations-Unies.

Enfin le gérant cherchera aussi à privilégier au travers de sa sélection de titres :

- Les entreprises ayant une faible intensité carbone : Pour cela l'équipe de gestion s'appuiera également sur des informations fournies par le fournisseur de recherche ESG, notamment l'intensité Carbone des entreprises qui mesure le volume d'émissions généré par les activités de la société rapporté au volume de chiffre d'affaires. L'équipe de gestion s'engage à maintenir au niveau du portefeuille un niveau d'intensité carbone inférieur à celui de l'indice de référence.
- Les entreprises dont tout ou partie du chiffre d'affaires est réalisé sur des activités facilitant l'atteinte des Objectifs de Développement Durable des Nations-Unies. Les critères extra financiers : Pour cela l'équipe de gestion s'appuiera également sur des informations fournies par le fournisseur de recherche ESG, Notamment le pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés réalisé sur des produits ou des activités contribuant à l'atteinte d'un ou plusieurs objectifs de développement durable. L'équipe de gestion s'engage à maintenir au niveau du portefeuille un pourcentage supérieur à celui de l'indice de référence.

d) Construction de portefeuille

L'allocation d'actifs s'inscrit dans le cadre des principales conclusions de l'équipe de gestion. La construction de portefeuille vise ensuite à privilégier les fonds et les actions les mieux positionnés sur les plans qualitatif et quantitatif.

La construction du portefeuille prend en compte :

- La capacité des supports à surperformer leur univers d'investissement
- Les corrélations entre les différents supports pour favoriser la diversification
- Les perspectives sur les thèmes d'investissement

Précisions que le fonds n'a pas vocation à être en permanence pleinement investi sur les thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme porteuses à long-terme. Si les anticipations à court ou moyen-terme sont négatives, le fonds pourra investir sur d'autres actifs, par exemple des OPCVM ou ETF ayant pour vocation de répliquer le MSCI World.

Malgré le soin apporté à la construction du portefeuille par la société de gestion, cette dernière précise qu'elle s'appuie sur des données externes qu'elle ne peut contrôler.

Les détails de la politique d'intégration des risques de durabilité de la société de gestion concernant le Fonds, y compris, mais sans s'y limiter, une description de la manière dont les facteurs et les risques de durabilité sont identifiés et, par la suite, comment ils sont intégrés dans les processus de prise de décision d'investissement, sont disponibles à l'adresse :

PRINCIPALES CATEGORIES D'ACTIFS UTILISES :

Le portefeuille du fonds est constitué des catégories d'actifs et instruments financiers suivants :

- Parts ou actions d'OPCVM : le Fonds peut détenir jusqu'à 100 % de son actif en actions ou parts :
 - d'OPCVM français et/ou européens relevant de la directive 2009/65/CE qui ne peuvent investir plus de 10% de leur actif en parts ou actions d'OPCVM ou,
 - d'ETF français ou européens relevant de la directive 2009/65/CE.
- Pour la gestion de sa trésorerie, le fonds pourra investir dans des OPCVM de type monétaire.
Les OPCVM mentionnés ci-dessus peuvent être gérés par SANSO Investment Solutions.
- Actions : actions de sociétés de toutes capitalisations, cotées dans un pays faisant partie des constituants du MSCI World dans la limite de 10% de l'actif net du fonds.
- Obligations, Titres de créance et instruments du marché monétaire : l'OPCVM peut investir dans des titres dont la notation de l'émetteur par une agence de rating appartient à la catégorie 'investment grade' dans la limite de 20% de l'actif net du fonds.
- Instruments dérivés : le gérant utilisera des instruments financiers à terme

Le gérant interviendra sur des marchés règlementés à des fins de couverture du risque « action » : futures (contrat sur Indice Action), options (options sur indices Action), CFD

Le gérant interviendra également sur des marchés de gré à gré à des fins de couverture du risque de change : swaps de change et change à terme

Ces instruments seront exclusivement utilisés pour couvrir le portefeuille, en complément des titres en portefeuille, sans rechercher d'effet de levier (dans la limite d'une fois l'actif).

Instruments intégrant des dérivés :

L'OPCVM peut investir dans obligations et titres de créances dont la rémunération est fonction de la performance d'un indice, une stratégie, un fonds, des titres ou un panier de titres. L'indexation de la rémunération doit être une fonction proportionnelle, linéaire et non conditionnelle de la performance du sous-jacent.

Emprunts d'espèces :

L'OPCVM peut recourir de manière accessoire et temporaire à des emprunts d'espèces dans la limite maximale de 10% de son actif.

Opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres :

L'OPCVM ne procède pas à des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres.

3.2.7 GESTION DES GARANTIES FINANCIERES :

Le FCP ne reçoit pas de garanties financières dans le cadre des transactions autorisées.

3.2.8 PROFIL DE RISQUE :

L'investisseur s'expose au travers du FCP principalement aux risques suivants, notamment par l'investissement dans des OPCVM sélectionnés par la société de gestion de portefeuille.

Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

- Risque de perte en capital : Le porteur ne bénéficie pas d'une garantie en capital.

- **Risque action** : Le FCP étant potentiellement investi en actions et en parts ou actions d'OPCVM actions, il comporte des risques liés à l'exposition indirecte sur ces marchés. Le risque actions correspond au risque de baisse de la valeur des actions auxquels les actifs du FCP sont exposés compte tenu des variations importantes des marchés des actions. Le FCP investit en partie dans des OPCVM actions de petites ou moyennes capitalisations. Sur ces marchés, les évolutions sont plus brutales à la hausse comme à la baisse, la valeur liquidative du FCP pourra donc être directement impactée.
- **Risque de taux** : il s'agit du risque de variation du taux d'intérêt qui a un impact sur les marchés obligataires et monétaires. L'OPCVM peut être en instruments de ces marchés ; en cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des actifs à taux fixe peut baisser, entraînant par conséquent une baisse de la valeur liquidative.
- **Risque de crédit** : il s'agit du risque de baisse de la qualité d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi l'OPCVM peut baisser, entraînant une baisse de la valeur liquidative.
- **Risque lié à la gestion discrétionnaire** : Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés notamment sur le marché des actions. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.
- **Risque de change** : Le porteur pourra être exposé à un risque de change. Certains éléments de l'actif sont exprimés dans une devise différente de la devise de comptabilisation du FCP ; de ce fait, l'évolution des taux de change pourra entraîner la baisse de la Valeur Liquidative du FCP.
- **Risque de contreparties** : Il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie, retenue dans l'utilisation d'instruments financiers à terme en couverture, la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.
- **Risque d'exposition aux pays émergents** : la valeur liquidative du FCP peut connaître une variation élevée en raison d'un investissement sous-jacent sur les marchés des pays émergents, sur lesquels les variations de cours peuvent être élevées et dont les conditions de fonctionnement et de surveillance peuvent s'écarter des standards prévalant sur les grandes places internationales. Ainsi, la valeur liquidative du FCP peut connaître une variation induite par l'exposition sur ce marché et la valeur du fonds peut baisser significativement.
- **Risque en matière de durabilité** : il s'agit d'un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Les facteurs de durabilité sont les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption. Le Fonds est exposé à un large éventail de risques de développement durable.

3.2.9 GARANTIE OU PROTECTION :

L'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ou protection.

3.2.10 SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE :

L'OPCVM s'adresse à tout type de souscripteurs.

Cet OPCVM est destiné aux souscripteurs qui recherchent une exposition importante aux marchés actions.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans le FCP dépend du niveau de risque que l'investisseur souhaite prendre. Ce montant dépend également de paramètres inhérents au porteur, notamment sa situation patrimoniale et la composition actuelle de son patrimoine financier. La constitution et la détention d'un patrimoine financier supposent une diversification des placements. Aussi, il est

recommandé à toute personne désireuse de souscrire des parts du FCP de contacter son conseiller habituel pour avoir une information ou un conseil, plus adapté à sa situation personnelle.

Durée de placement minimum recommandée : 5 ans et plus.

3.2.11 MODALITES DE DETERMINATION ET AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

3.2.12 FREQUENCE DE DISTRIBUTION :

Les sommes distribuables sont constituées par :

1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;

2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année.

3.2.13 CARACTERISTIQUES DES PARTS :

Les parts sont libellées en euros (Parts I, R et J).

Montant minimum de souscription initiale :	100 000 euros (Part I)
	500 000 euros (Part J)
	1 part (Part R)

Pas de minimum pour les souscriptions ultérieures.

Les souscriptions et les rachats peuvent être fractionnés en millièmes de parts.

3.2.14 MODALITES DE SOUSCRIPTION ET DE RACHAT :

Périodicité de calcul de la valeur liquidative : la valeur liquidative est établie et calculée chaque jour de Bourse de Paris (J) à l'exception des jours fériés légaux en France et/ou de fermeture de la Bourse de Paris (calendrier Euronext).

Les souscriptions et rachats portent sur un nombre entier de parts pour la part I. Concernant la part R et la part J, les souscriptions et rachats portent soit sur un nombre entier de parts, soit sur un montant correspondant à une décimalisation des parts.

Les demandes de souscriptions et de rachats sont centralisées chaque jour (J) d'établissement de la valeur liquidative avant 11 heures 30 (CET/CEST) et sont exécutées le troisième jour ouvré (J+3) suivant sur la valeur liquidative calculée sur les cours de clôture de bourse de J et publiée à J+2. Le règlement/livraison s'effectue en J+3.

Les opérations de souscription-rachat résultant d'un ordre transmis au-delà de l'heure limite mentionnée sur le prospectus (late trading) sont proscrites. Les ordres de souscription-rachat reçus après 11 heures 30 (CET/CEST) seront considérés comme ayant été reçus le jour de calcul et de publication de la valeur liquidative suivant.

En résumé, les ordres sont exécutés conformément au tableau ci-dessous :

J	J	J : jour d'établissement de la VL	J+2 ouvré	J+3 ouvrés	J+3 ouvrés
Centralisation avant 11h30 des ordres de souscription ¹	Centralisation avant 11h30 des ordres de rachat ¹	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Publication de la valeur liquidative	Livraison des souscriptions	Règlement des rachats

¹Sauf éventuel délai spécifique convenu avec votre établissement financier.

Dans le cadre des dispositions du prospectus, les souscriptions et les rachats de parts du FCP peuvent être effectués auprès des intermédiaires financiers habituels des porteurs. Les investisseurs entendant souscrire des parts et les porteurs désirant procéder aux rachats de parts sont invités à se renseigner directement auprès de leur établissement commercialisateur habituel, sur l'heure limite de prise en compte de leurs demandes de souscription et de rachat, cette dernière pouvant être antérieure à l'heure de centralisation mentionnée ci-dessus.

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur et diminuer le prix de remboursement.

Part I:

- *Montant minimum de la première souscription : 100 000 € (*)*
- *Valeur liquidative d'origine: 1 000 Euros*

Part R:

- *Montant minimum de la première souscription : 1 part*
- *Valeur liquidative d'origine: 100 Euros*

Part J:

- *Montant minimum de la première souscription : 500 000 € (*)*
- *Valeur liquidative d'origine: 10 000 Euros*

() A l'exception de la Société de Gestion, pour qui la souscription minimum est d'une part.*

Dispositif de plafonnement des rachats

En cas de circonstances exceptionnelles, l'absence de mécanisme de plafonnement des rachats pourra avoir pour conséquence l'incapacité du fonds à honorer les demandes de rachats et ainsi augmenter le risque de suspension complète des souscriptions et des rachats sur ce fonds.

Etablissements en charge du respect de l'heure limite de centralisation

Par délégation de la société de gestion, CACEIS Bank, 89-91 rue Gabriel Péri – 92120 Montrouge
L'attention des porteurs est attirée sur le fait que les ordres transmis à des commercialisateurs autres que les établissements mentionnés ci-dessus doivent tenir compte du fait que l'heure limite de centralisation des ordres s'applique auxdits commercialisateurs vis-à-vis de CACEIS Bank. En conséquence, ces commercialisateurs peuvent appliquer leur propre heure limite, antérieure à celle mentionnée ci-dessus, afin de tenir compte de leur délai de transmission des ordres à CACEIS Bank.

Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative

La Valeur Liquidative est calculée quotidiennement à l'exception des jours fériés légaux.

La Valeur Liquidative est établie sur la base des cours de clôture. Elle est disponible auprès de la société de gestion et de l'établissement désigné pour recevoir les souscriptions/rachats.

3.2.15 FRAIS ET COMMISSIONS :

a) Les commissions de souscription/rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à

compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion de portefeuille, au commercialisateur, etc.

COMMISSIONS A LA CHARGE DE L'INVESTISSEUR PRELEVEES LORS DES SOUSCRIPTIONS ET DES RACHATS	ASSIETTE	BAREME DE L'OPCVM
COMMISSION DE SOUSCRIPTION NON ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Part I & part R : 1 % taux maximum Part J : Néant
COMMISSION DE SOUSCRIPTION ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Néant
COMMISSION DE RACHAT NON ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Néant
COMMISSION DE RACHAT ACQUISE A L'OPCVM	Valeur liquidative X nombre de part	Néant

b) Frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

FRAIS FACTURES A L'OPCVM	ASSIETTE	Part R	Part I	Part J
1 FRAIS DE GESTION FINANCIERE	Actif net du FCP	1.75% TTC maximum	0.85% TTC maximum	Néant
2 FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET AUTRES SERVICES (*)	Actif net du FCP	0.10% TTC maximum	0.10% TTC maximum	Néant
3 FRAIS INDIRECTS MAXIMUM (commissions et frais de gestion)	Actif net du FCP	5.00 % TTC maximum (**)		
4 COMMISSIONS DE MOUVEMENT (TTC)	Prélèvement sur chaque transaction	Néant (sauf commission perçue par le dépositaire)		
5 COMMISSION DE SURPERFORMANCE (***)	Actif net du FCP	20% TTC de la surperformance par rapport à l'indice (**)	20% TTC de la surperformance par rapport à l'indice (**)	Néant

(*) Les frais de fonctionnement et autres services comprennent :

- les frais d'enregistrement et de référencement des fonds
- les frais d'information clients et distributeurs
- les frais des données
- les frais de commissariat aux comptes ;
- les frais liés au dépositaire ;
- les frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- les cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- les frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils.

(**) Le FCP investira dans des OPCVM dont les frais de gestion (hors frais variables) sont compris entre 0% et 4.00% TTC, et pour lesquels le FCP supportera des commissions de souscription ou de rachat de 1,00% maximum. En présence d'OPCVM proposant

plusieurs catégories de parts, le FCP sera investi dans les parts auxquelles il peut souscrire dont les frais de gestion seront les plus faibles.

(***) La commission de surperformance est calculée en comparant l'évolution de l'actif du Fonds à celui d'un fonds fictif de référence réalisant la performance de son indicateur de référence (MSCI World Index Euro, dividendes ré-investis) et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et rachats que le Fonds réel. Cette commission est payable annuellement. Elle sera prélevée pour la première fois à la clôture du premier exercice complet du fonds, et ensuite à chaque fin d'exercice. La commission correspond à un pourcentage de la différence positive entre l'actif du Fonds réel et celui du Fonds fictif de référence, appréciée sur la durée de l'exercice comptable. Cette différence fait l'objet d'une provision, ajustée à chaque établissement de la valeur liquidative. En cas de rachat de parts du FCP, la quote-part de la provision pour frais de gestion variables est acquise à la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance : celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé son objectif de performance. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;

c) Frais de gestion maximum des OPCVM sous-jacents :

Le FCP s'engage à ne souscrire que dans des OPCVM français ou relevant de la directive 2009/65/CE dont les frais de gestion fixes maximum ne dépasseront pas 4% TTC par an de l'actif net. Toutefois, la société de gestion a pour objectif de ne sélectionner que des fonds dont les frais réels nets de rétrocessions ne dépasseront pas 2,50% TTC.

d) Commission de souscription et de rachat indirectes :

Commission de souscription acquise des OPCVM sous-jacents : 1% de l'actif net (taux maximum).

Commission de rachat acquise des OPCVM sous-jacents : 1% de l'actif net (taux maximum).

PROCEDURE DU CHOIX DES INTERMEDIAIRES :

SANSO Investment Solutions a retenu une approche multicritères pour sélectionner les intermédiaires garantissant la meilleure exécution des ordres de bourse.

Les critères retenus sont à la fois quantitatifs et qualitatifs et dépendent des marchés sur lesquels les intermédiaires offrent leurs prestations, tant en termes de zones géographiques que d'instruments. Les critères d'analyse portent notamment sur la disponibilité et la proactivité des interlocuteurs, la solidité financière, la rapidité, la qualité de traitement et d'exécution des ordres ainsi que les coûts d'intermédiation.

4 INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

4.1 DISTRIBUTION :

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année.

4.2 RACHAT ET REMBOURSEMENT DES PARTS :

Les souscriptions et rachats de parts du FCP doivent être adressés auprès de l'établissement centralisateur.

4.3 DIFFUSION DES INFORMATIONS CONCERNANT L'OPCVM :

Communication du prospectus, des derniers documents annuels et périodiques :

Le prospectus de l'OPCVM ainsi que les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai de huit jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France.

Modalités de communication de la VL : La valeur liquidative peut être consultée dans les bureaux de la société de gestion ou sur le site internet www.sanso-is.com.

Information en cas de modification des modalités de fonctionnement de l'OPCVM :

Les porteurs sont informés des modifications apportées aux modalités de fonctionnement de l'OPCVM, soit individuellement, soit par voie de presse soit par tout autre moyen conformément aux instructions AMF 2011-19.

4.4 SUPPORTS SUR LESQUELS L'INVESTISSEUR PEUT TROUVER L'INFORMATION SUE LES CRITERES ESG :

Les informations sur les critères relatifs au respect des objectifs sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance (ESG) sont disponibles sur simple demande écrite du porteur auprès de SANSO Investment Solutions, 69 boulevard Malesherbes, 75008 Paris – France ou sur le site internet www.sanso-is.com.

5 REGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPCVM applique les ratios réglementaires définis par le Code Monétaire et Financier.

Les principaux instruments financiers et techniques de gestion utilisés par l'OPCVM sont mentionnés dans le chapitre 3.2 « Dispositions particulières » du prospectus.

6 RISQUE GLOBAL

Conformément aux articles 411-72 et 411-80 du RG AMF, et à l'instruction N° 2011-15 relative aux modalités de calcul du risque global des OPCVM, la Société de Gestion a choisi la méthode de l'engagement.

7 REGLES D'ÉVALUATION ET METHODE DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

7.1 REGLES D'ÉVALUATION DES ACTIFS

Le FCP est valorisé en cours de clôture. Le FCP s'est conformé aux règles et méthodes comptables prescrites par la réglementation en vigueur et notamment au plan comptable des OPCVM. La devise de valorisation du FCP est l'Euro.

Le portefeuille est évalué à chaque valeur liquidative et à l'arrêté des comptes annuels de la manière suivante :

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé français ou étranger sont évalués au prix du marché.

Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

OPCVM Détenus :

Les parts ou actions d'OPCVM, dont les ETF, seront valorisées sur les cours de J et à défaut à la dernière valeur liquidative connue.

Titres détenus :

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

Les instruments financiers à terme :

Les instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés en cours de compensation du jour.

Engagements hors bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrat d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

7.2 MODE D'ENREGISTREMENT DES FRAIS DE TRANSACTIONS

La comptabilisation des revenus s'effectue selon la méthode des coupons encaissés.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus et les sorties à leur prix de cession frais exclus.

Les revenus du week-end ne sont pas comptabilisés par avance.

8 REMUNERATION

Conformément à la Directive 2009/65/EC et à l'article 314-85-2 du Règlement Générale de l'AMF, la société de gestion a mis en place une politique de rémunération pour les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion ou des OPCVM. Ces catégories de personnels comprennent les gérants, la direction générale, les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, les personnes qui ont le pouvoir d'exercer une influence sur les salariés, et tous les salariés recevant une rémunération totale se situant dans la même tranche de rémunération que les preneurs de risques et la direction générale. La politique de rémunération est conforme et favorise une gestion des risques saine et efficace et ne favorise pas une prise de risque incompatible avec les profils de risque de la société de gestion et ne gêne pas l'obligation de la société de gestion d'agir dans l'intérêt supérieur des OPCVM.

La politique de rémunération de la société de gestion, décrivant la façon dont la rémunération et les avantages sont calculés est disponible gratuitement sur demande au siège social de la société de gestion.

REGLEMENT DU FCP SANSO MEGATRENDS

TITRE I. ACTIFS ET PARTS

ARTICLE 1 – PARTS DE COPROPRIETE

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif de l'OPCVM. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter de la date de versement des fonds, sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Catégories de parts :

Les caractéristiques des différentes catégories de parts et leurs conditions d'accès sont précisées dans le prospectus du FCP.

Les différentes catégories d'actions pourront :

- Bénéficiaire de régimes différents de distribution des revenus ; (distribution ou capitalisation)
- Être libellées en devises différentes ;
- Supporter des frais de gestion différents ;
- Supporter des commissions de souscriptions et de rachat différentes ;
- Avoir une valeur nominale différente ;
- - Être réservées à un ou plusieurs réseaux de commercialisation.

ARTICLE 2 – MONTANT MINIMAL DE L'ACTIF

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

ARTICLE 3 - EMISSION ET RACHAT DES PARTS

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le teneur de compte émetteur dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué.

Possibilité de conditions de souscription minimale, selon les modalités prévues dans le prospectus :

Le FCP peut cesser d'émettre des parts en application du deuxième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts ou d'actions

émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Ces situations objectives sont définies dans le prospectus de l'OPCVM.

ARTICLE 4 - CALCUL DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

Le calcul de la Valeur Liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE II. FONCTIONNEMENT DE L'OPCVM

ARTICLE 5 - LA SOCIETE DE GESTION

La gestion du Fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour l'OPCVM.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans l'OPCVM.

ARTICLE 5 bis - REGLES DE FONCTIONNEMENT

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif du Fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

ARTICLE 6 - LE DEPOSITAIRE

Le dépositaire assure les missions qui lui sont confiées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées. En cas de litige avec la société de gestion, il informe l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 7 - LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il effectue les diligences et contrôles prévus par la loi et notamment certifie, chaque fois qu'il y a lieu, la sincérité et la régularité des comptes et des indications de nature comptable contenues dans le rapport de gestion.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il porte à la connaissance de l'Autorité des marchés financiers, ainsi qu'à celle de la société de gestion du FCP, les irrégularités et inexactitudes qu'il a relevées dans l'accomplissement de sa mission.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature et établit sous sa responsabilité un rapport relatif à son évaluation et à sa rémunération.

Il atteste l'exactitude de la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais de gestion.

ARTICLE 8 - LES COMPTES ET LE RAPPORT DE GESTION

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE III. MODALITES D’AFFECTATION DES REVENUS

ARTICLE 9 : MODALITES D’AFFECTATION DU RESULTAT ET DES SOMMES DISTRIBUABLES

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et, majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

La société de gestion décide de la détermination et de l’affectation des résultats. Le Fonds a opté pour des parts de capitalisation. Les sommes capitalisables sont égales au résultat net précédemment défini majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus

TITRE IV. FUSION – SCISSION – DISSOLUTION LIQUIDATION

ARTICLE 10 - FUSION - SCISSION

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM qu’elle gère, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu’après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d’une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - DISSOLUTION - PROROGATION

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l’article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l’Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu’aucun autre dépositaire n’a été désigné, ou à l’expiration de la durée du fonds, si celle-ci n’a pas été prorogée.

La société de gestion informe l’Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l’Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d’un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l’expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l’Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 12 - LIQUIDATION

En cas de dissolution, la société de gestion ou le liquidateur désigné est chargé des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V. CONTESTATION

ARTICLE 13 - COMPETENCE -ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s’élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ANNEXE III

Modèle d'information précontractuelle pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, premier paragraphe, du règlement (UE) 2020/852

Nom du produit : Sanso Megatrends

Identifiant d'entité juridique : 969500KMZ9TMUEOJGC20

Objectif d'investissement durable

Ce produit financier a-t-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il effectuera un minimum d'investissements durables avec un objectif environnemental : **20%**

dans des activités économiques qualifiées d'environnementalement durables selon la taxonomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas qualifiées d'environnementalement durables selon la taxonomie de l'UE

Il réalisera un minimum d'investissements durables avec un objectif social : **20%**

Il promeut les caractéristiques environnementales/sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas pour objectif un investissement durable, il réalisera une proportion minimale de % d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qualifiées d'environnementalement durables selon la taxonomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas qualifiées comme environnementalement durables selon la taxonomie de l'UE

avec un objectif social

Il promeut les caractéristiques E/S, mais ne réalise pas d'investissements durables

Par investissement durable on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause pas de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxonomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxonomie.



Quel est l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?

Les indicateurs de durabilité évaluent la mesure dans laquelle les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Le fonds a pour objectif d'investir dans des activités économiques jugées durables par Sanso IS. En particulier le fonds se concentrera sur les produits ou services contribuant à un des quatre objectifs suivants :

- Diminuer les émissions de gaz à effet de serre
- Préserver les ressources naturelles et la biodiversité
- Répondre aux besoins de base ciblés par les ODD
- Permettre l'émancipation des individus, en particulier des populations défavorisées, notamment en contribuant à sécuriser et améliorer leur niveau de vie.

Pour atteindre cet objectif le fonds sélectionnera des fonds article 9 ayant une définition de l'investissement durable jugée cohérente avec celle de Sanso IS et des objectifs cohérents avec ceux du fonds.

Le fonds ciblera en particulier les fonds article 9 investissant exclusivement dans les actions d'entreprises réalisant une part conséquente de leur chiffre d'affaires sur tout ou partie des activités suivantes :

- Energies renouvelables
- Efficacité énergétique
- Eco-mobilité
- Immobilier vert
- Autres produits et services permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre
- Gestion durable de l'eau
- Prévention de la pollution
- Agriculture et exploitation forestière durables
- Autres produits et services permettant de préserver les ressources naturelles et la biodiversité
- Alimentation saine répondant aux besoins nutritifs essentiels
- Santé, en particulier les produits ou services permettant une amélioration de l'accès aux soins, constituant une innovation thérapeutique ou favorisant l'autonomie des seniors
- Autres produits et services répondant aux besoins de base ciblés par les ODD
- Education et formation
- Financement et développement des PME
- Connectivité et protection des données
- Adaptation au changement climatique
- Autres produits et services permettant une amélioration ou une sécurisation du niveau de vie, en particulier des populations défavorisées.

A titre accessoire le fonds pourra investir dans des fonds ciblant les entreprises dont l'activité est conduite en cohérence avec les objectifs internationaux sur le climat et la biodiversité dès lors que ces fonds ont bien été catégorisés en article 9.

Malgré l'attention portée à la dimension durable dans le processus de sélection de fonds pour assurer une cohérence entre les fonds sélectionnés et un alignement sur les objectifs du fonds, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que des divergences entre les gestionnaires d'actifs sélectionnés peuvent exister notamment sur :

- Le caractère durable des activités d'une entreprise donnée
- L'interprétation des notions de DNSH et de bonne gouvernance
- Les seuils fixés sur les indicateurs d'incidence négatives en termes de durabilité et les données utilisées pour vérifier le respect de ces seuils.

● **Quels sont les indicateurs de durabilité utilisés pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable de ce produit financier ?**

En vertu du règlement SFDR, les fonds relevant de l'article 8 font la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales. Les produits poursuivant un objectif d'investissement durable sont dits article 9.

Au travers de l'application des indicateurs de durabilité mentionnés ci-dessous, le fonds poursuit un objectif d'investissement durable, il est donc classé article 9.

Le fonds doit être investi à 100% dans des fonds article 9 qui mettent en œuvre approche extra-financière significativement engageante telle que définie par la position-recommandation AMF 2020-03.

De ce fait 90% au moins de l'actif net sera investi dans des fonds ou des certificats d'investissement mettant eux-mêmes en œuvre une approche extra-financière significativement engageante. Cela signifie que ces fonds ou certificat d'investissement appliqueront leur propre démarche extrafinancière à 90% au moins de leur actif net et que celle-ci aboutira :

- soit à une réduction de l'univers de départ d'au moins 20% sur la base de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).
- soit à une amélioration significative de la note ESG du portefeuille vis-à-vis de son univers d'investissement, c'est-à-dire que cette note sera a minima supérieure à celle de l'univers d'investissement duquel ont été retirés les 20% les moins bien notés.
- soit à l'amélioration significative d'une autre indicateur extra-financier par exemple l'empreinte carbone.
- soit à la sélection d'entreprises réalisant une part significative de leur chiffre d'affaires sur des activités considérées comme durable sur le plan environnemental et / ou social.

Les approches de gestion retenues seront principalement centrées sur la sélection d'entreprises réalisant une part significative de leur chiffre d'affaires sur des activités considérées comme durables sur le plan environnemental et / ou social.

Ces approches sont généralement décrites comme « thématique durable » ou « d'impact » par les gestionnaires. Cependant, à titre de diversification, le fonds pourra intervenir sur des fonds ou certificats d'investissement mettant en œuvre d'autres approches, notamment en sélectivité ESG, c'est-à-dire réduisant leur univers d'investissement sur la base de la prise en compte simultanée de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance.

Ces approches sont généralement décrites par les gestionnaires comme Best in Class ou Best in Universe selon que la sélectivité se fait au niveau sectoriel ou au niveau de l'univers dans son ensemble.

● **Dans quelle mesure les investissements durables ne causent-ils pas de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?**

Le fonds sélectionne uniquement des fonds classés article 9 SFDR qui prennent en compte le principe

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

du DNSH dans leur propre sélection de titres.

----- *Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

Dans sa sélection de fonds, le gérant s'assure que les impacts négatifs sont pris en compte.

— *Dans quelle mesure les investissements durables sont-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?*

Dans sa sélection de fonds, le gérant s'assure que les principes directeurs de l'OCDE et des Nations Unis sont pris en compte.



Ce produit financier prend-il en considération des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

■ Oui, le fonds de fonds prend en compte les principales incidences négatives au travers des fonds dans lesquels il est investi.



Quelle stratégie d'investissement ce produit financier suit-il ?

La gestion a pour objectif de surperformer, sur un horizon minimum de cinq ans, l'indice composite composé à 100% du MSCI World Index Euro, dividendes réinvestis. L'objectif sera réalisé en investissant sur des fonds spécialisés sur des thématiques identifiées par SANSO Investment Solutions comme présentant des perspectives de croissance élevées à long-terme et sur des actions de sociétés exposées à ces mêmes thématiques. Ces thématiques découlent de tendances affectant durablement la société et l'économie, tendances désignées sous le vocable « Megatrends ».

Le fonds maitre doit être investi à 100% dans des fonds articles 8 ou 9 qui mettent en œuvre approche extra-financière significativement engageante telle que définie par la position-recommandation AMF 2020-03.

De ce fait 90% au moins de l'actif net sera investi dans des fonds ou des certificats d'investissement mettant eux-mêmes en œuvre une approche extra-financière significativement engageante.

La stratégie d'investissement guide les décisions d'investissement selon des facteurs tels que les objectifs d'investissement et la tolérance au risque.

- ***Quels sont les éléments contraignants de la stratégie d'investissement utilisés pour sélectionner les investissements en vue d'atteindre l'objectif d'investissement durable ?***

Le fonds investi dans des fonds article 9 SFDR qui mettent en œuvre une approche extra-financière significativement engageante telle que définie par la position-recommandation AMF 2020-03.

Les pratiques de **bonne gouvernance** concernent des structures de gestion saines, les relations avec le personnel, la rémunération du personnel et le respect des obligations fiscales



● **Quelle est la politique suivie pour évaluer les pratiques de bonne gouvernance des sociétés bénéficiaires des investissements ?**

Les pratiques de bonne gouvernance sont également pris en compte dans les fonds sélectionnés.

Allocation d'actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques

Quelle est l'allocation des actifs et la part minimale d'investissements durables ?

Le fonds investit uniquement dans des produits qui ont un objectif d'investissement durable.

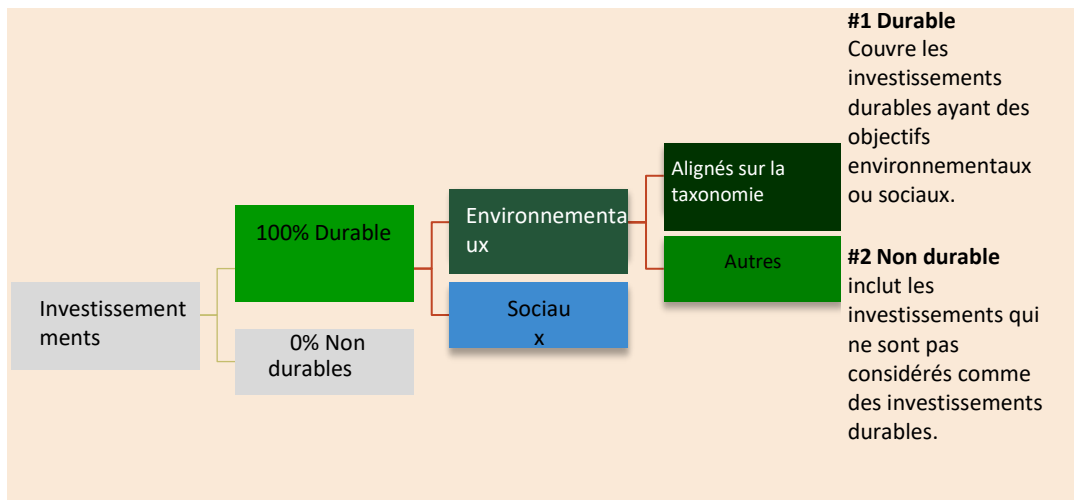
Le fonds investira au minimum 20% de ses actifs dans des titres ayant un objectif d'investissement durable environnemental.

Le fonds investira au minimum 20% de ses actifs dans des titres ayant un objectif d'investissement durable social.

Le fonds investira entre 0% et 80% des investissements durables seront alignés sur la Taxonomie Européenne.

Les activités alignées sur la taxonomie sont exprimées en pourcentage :

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements
- **des dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires, des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple.
- **des dépenses opérationnelles (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



● **Comment l'utilisation de produits dérivés atteint-elle l'objectif d'investissement durable ?**

L'utilisation des dérivés ne participe pas à l'atteinte des caractéristiques environnementales ou sociales.

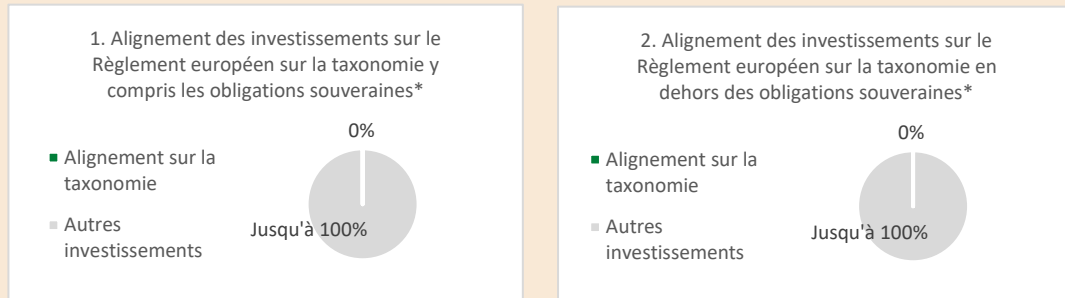


Dans quelle mesure minimale les investissements durables ayant un objectif environnemental sont-ils alignés sur la taxonomie de l'UE ?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Les deux graphiques ci-dessous indiquent en vert le pourcentage minimum d'investissements qui sont alignés sur la Taxonomie de l'UE. Comme il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement sur la taxonomie des obligations souveraines*, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le second graphique montre l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



*Aux fins de ces graphiques, les "obligations souveraines" sont constituées de toutes les expositions souveraines.

● Quelle est la part minimale d'investissements dans les activités transitoires et habilitantes ?

La part minimale des investissements dans les activités transitoires et habilitantes au sens du Règlement européen sur la taxonomie est de 0 % pour les activités transitoires et de 0 % pour les activités habilitantes.

Le symbole représente des investissements durables avec un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxonomie de l'UE.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

La part minimale des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 0%.



Quelle est la part minimale d'investissements durables ayant un objectif social ?

La part minimale des investissements socialement durables est de 20%.



Quels sont les investissements inclus dans la catégorie "#2 Non durable", quel est leur finalité et existe-t-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

NA



Un indice spécifique est-il désigné comme indice de référence pour atteindre l'objectif d'investissement durable ?

NA

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promet.

- *Comment l'indice de référence tient-il compte des facteurs de durabilité afin d'être constamment aligné sur l'objectif d'investissement durable ?*
- *Comment l'alignement de la stratégie d'investissement avec la méthodologie de l'indice est-il garanti en permanence ?*
- *En quoi l'indice désigné diffère-t-il d'un indice de marché large pertinent ?*
- *Où peut-on trouver la méthode utilisée pour le calcul de l'indice désigné ?*



Où puis-je trouver en ligne davantage d'informations spécifiques au produit ?

De plus amples informations sur le produit sont accessibles sur le site internet : <https://sanso-is.com/>